

ANNEXE 4. DU REGLEMENT DE LA CONSULTATION : SIGNATURE ELECTRONIQUE

1. RAPPEL GENERAL

La signature électronique est autorisée et privilégiée dans le cadre de la procédure de mise en concurrence relative à la gestion et à l'exploitation du Château de Langeais.

A ce titre, chaque Offre peut être signée électroniquement par une personne habilitée à engager le Soumissionnaire.

Un fichier informatique archive, compressé ou non (e.g. .zip, .rar), signé, ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de transmission de fichier de ce type, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé.

Une signature manuscrite scannée n'a pas de valeur juridique. Elle constitue une copie de la signature manuscrite et ne peut pas remplacer la signature électronique.

Lorsque le candidat ne dispose pas de la signature électronique, il peut procéder à la signature manuscrite.

2. SIGNATURE ELECTRONIQUE DE L'OFFRE

Les modalités et l'utilisation de la signature électronique doivent être conformes aux dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019 *relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique*.

Le signataire doit respecter les conditions relatives :

- (a) au certificat de signature électronique ;
- (b) à l'outil de signature électronique (appelé aussi « dispositif de création de signature électronique »).

La signature électronique doit reposer sur un certificat qualifié, conforme au Règlement (UE) n°910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur (*eIDAS*).

Sont autorisées :

- (a) la signature électronique avancée avec certificat qualifié (niveau 3) ;
- (b) la signature électronique qualifiée (niveau 4).

3. EXIGENCES RELATIVES AU CERTIFICAT DE SIGNATURE

3.1. Premier cas : certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié et répondant aux exigences du règlement européen eIDAS

Un prestataire de service de confiance qualifié est un prestataire qui fournit un ou des services de confiance qualifiés et a obtenu le statut qualifié de l'organe chargé du contrôle (article 3.20 du règlement eIDAS).

Des listes de prestataires de confiance sont disponibles :

- (a) sur le site de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI) ;
- (b) sur le site de la Commission européenne : <https://ec.europa.eu/digital-single-market/en/news/cefesignature-trusted-list-browser-now-available>).

Lorsque le signataire utilise un certificat délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement européen eIDAS et l'outil de création de signature électronique proposé par le profil d'acheteur de l'acheteur, aucun justificatif n'est à fournir sur la procédure de vérification de la signature électronique.

3.2. 2ème cas : certificat délivré par une autorité de certification, française ou étrangère, qui répond aux exigences équivalentes du règlement européen eIDAS et notamment celles de son annexe I

Le signataire remet lors du dépôt du document signé le mode d'emploi et tous les éléments nécessaires permettant de procéder gratuitement à la vérification de la validité de la signature électronique, conformément à l'article 5 de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, notamment, le cas échéant, une notice d'explication en français.

Les frais éventuels d'acquisition du certificat de signature sont à la charge des Soumissionnaires.

Un certificat qualifié de signature électronique délivré en en application de l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics (certificat conforme au référentiel général de sécurité « RGS ») reste utilisable jusqu'au terme de sa validité.

4. EXIGENCES RELATIVES A L'OUTIL DE SIGNATURE

Le signataire utilise l'outil de signature électronique de son choix (e.g. logiciel, service en ligne à l'instar du profil d'acheteur de l'acheteur, parapheur électronique) pour apposer la signature avec le certificat utilisé. L'outil est conforme aux formats réglementaires (XAdES, CAdES ou PAdES) et doit produire des jetons de signature.

S'il utilise un autre outil de signature que celui du profil d'acheteur, cet outil doit être conforme aux exigences du règlement européen eIDAS et notamment celles fixées à son annexe II. Le signataire doit transmettre le mode d'emploi permettant à l'acheteur de procéder aux vérifications nécessaires.

Quel que soit l'outil utilisé, celui-ci ne doit ni modifier le document signé ni porter atteinte à son intégrité.

Le signataire, titulaire du certificat de signature, doit avoir le pouvoir d'engager le Soumissionnaire. Il peut s'agir soit du représentant légal du Soumissionnaire soit d'une personne qui dispose d'une délégation de signature.

Dans la situation d'un groupement d'opérateurs économiques, soit tous les membres du groupement signent, soit le mandataire qui doit justifier des habilitations nécessaires pour représenter les autres membres du groupement.